L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 10 AVRIL 1885. 58ème Année

Dufour, Donnet & Cie., Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 10 AVRIL 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Stern & Co. No 75 rue de Chartres, bottes, souliers et brodequins.

Par W. I. Hodgson, au local No. 391 rue Ste Anne, entre Johnson et Galvez meubles et effets mobiliers.

La salubrité publique à la Nouvelle-Orléans.

Si l'on peut reprocher un détant à la Nouvelle-Orléans, ce n'est pas celui de la coquetterie. Quand une maîtresse de maison reçoit, elle fait quelques frais de toilette ; elle commande que l'on époussette les meubles ; au besoin, elle les époussette elle-même. Si son salon est éclairé au gaz, elle a soin que tous les becs soient allumés. Il faut que tout soit propre autour d'elle et que ses appartements resplendissent de lumières. Si elle n'est pas riche, elle cherche au moins à sauver les apparences. C'est, peut-être, une faiblesse, mais elle y cède, sans hésiter. Ne faut-il pas faire comme tout le monde ?

Nous sommes bien obligés de rendre cette justice à notre bonne ville—elle a su fouler aux pieds tous les préjugés, et les étrangers, en la quittant, ne diront pas qu'elle s'est ruinée pour eux. C'est à croire, au contraire, qu'elle a éteint les lumières à leur intention et laissé, pour leur faire honneur, les boues s'accumuler dans nos rues. Franchement, si beaucoup d'entr'eux s'en vont charmés de l'esprit hospitalier de la plupart de nos concitoyens, ils doivent emporter une triste idée de notre administration. Nos édiles n'ont pas cherché à leur cacher nos misères ; ils semblent s'être plu à les étaler à leurs yeux.

Pourtant, ils ont quelquefois d'assez bons mouvements. Est-ce remords de conscience, est-ce fantaisie, amour du changement ? Nous ne savons ; mais nous les avons vus, au moment où nous désespérions le plus, rallumer les lumières, nettoyer les ruisseaux, enlever les immondices. Après avoir vu rétablir un peu de propreté dans quelques rues—les principales, bien entendu—nous n'avons pas la folle idée de penser que l'on puisse, un seul instant, s'occuper des autres. On s'est arrêté, épuisé par l'effort. Que voulez-vous ? La force de l'habitude ! Une immoralité qui agit sou mer, doit se garder de gêner ses administrés, qui deviendraient trop difficiles ; elle ne saurait plus que faire pour les contenter. Il vaut mieux accoutumer les estomacs aux doses infinitésimales ; le moindre remède produit d'autre réaction salutaire et l'on se tire d'affaire à meilleur marché.

En attendant, nous voici en plein printemps ; les chaleurs nous arrivent vite : l'air va se charger de miasmes qui peuvent engendrer des maladies. Il est temps de faire disparaître les immondices, les déjections, les détritus de toutes sortes, qui, sous l'action du soleil, et à répandre des odeurs mauvaises, des germes pestilentiels. Et ce n'est pas un simple déplacement qu'il s'agit d'opérer. Il ne sert de rien d'entasser les immondices d'un quartier pour aller les disséminer dans un autre quartier ; on ne fagot que transporter le danger d'un lieu à un autre. C'est là, cependant, ce qui se pratique en ce moment. Détestable système, qui ne date pas d'aujourd'hui ; bien des administrations l'ont adopté, et l'usage lui a donné une sorte de consécration.

Tous les jours, vous voyez les boueurs publics décharger leurs tombereaux dans une rue, souvent très-fréquentée, très-populeuse, ici, pour boucher un trou, là, pour relever la chaussée. Comment les fièvres les plus pernicieuses ne se développent-elles pas dans de pareils milieux ? Comment les habitants que l'on condamne à respirer un air empoisonné, ne réclament-ils pas énergiquement ? Comment le Bureau de Santé, composé le corps médical, ne protestent-ils pas contre un procédé aussi lointeux que dangereux ?

Nous avons vu, nous avons interrogé beaucoup d'étrangers, cet hiver ; tous communiquaient très-franchement, très-volontiers leurs impressions. Pas un n'osait se prononcer de l'état déplorable de notre voirie. Ceux, surtout, qui nous venaient de climats moins chauds que le nôtre, n'en pouvaient croire leurs yeux. Il leur semblait que la Nouvelle-Orléans était-elle infailliblement un foyer de pestilence, pendant les chaleurs de l'été. Comme il arrive à tous les voyageurs, ils raisonnaient, ils jugeaient par comparaison. Chez eux, où les chaleurs sont moins intenses et de beaucoup plus courte durée, où, par conséquent, le danger est moins grand, l'édilité prend plus de précautions, et ils n'échappent pas toujours aux contagions ; comment ne croiraient-ils pas une ville comme la nôtre, où l'on fait si peu de cas des plus élémentaires d'hygiène publique, sans cesse en proie aux plus affreuses épidémies ?

Nous en avons vu sourire, hocher la tête, ensigne d'incrédulité, quand on leur affirmait que nous avions des étés parfaitement exempts de toute maladie contagieuse, des étés où la mortalité même est beaucoup plus faible que dans d'autres villes renommées pour leur salubrité. Voilà d'assez longues années qu'il en est ainsi, et la période que nous venons de traverser a été, sous ce rapport, d'un remarquable bonheur.

Les étrangers ont-ils donc tort de nous juger ainsi ? Non, certes. Ils based leur raisonnement moins sur le climat, que sur les fautes que nous commettons et qui leur sautent aux yeux. Ils sont en droit de se défier d'un long séjour parmi nous, de blâmer des négligences qui, partout ailleurs, dans des conditions climatériques meilleures, en apparence, que les nôtres, seraient considérées comme coupables, dignes d'un châtiment exemplaire.

Il y a pis encore. Une société qui, depuis sa naissance, a déployé un zèle à toute épreuve, une générosité qui ne s'est jamais démentie, une entente des questions sanitaires, qui n'a jamais été prise en défaut, est aujourd'hui aux abois. Bon nombre de ceux qui lui venaient en aide sont appauvris ; plus d'une source où elle puisait s'est tarie ; elle se trouve presque dans la nécessité d'abandonner l'entreprise la plus noble, peut-être, que l'on ait jamais tentée à la Nouvelle-Orléans. Tous ses efforts ont été couronnés de succès ; tout le monde a pleine confiance en elle ; elle a une organisation solide, durable ; elle possède un matériel et un personnel que l'on ne rencontre nulle part ailleurs ; elle n'a besoin, pour achever son œuvre, que d'un secours qui peut être onéreux pour les particuliers, mais qu'une administration ayant des fonds considérables en main, est toujours en état de lui fournir. Pourquoi nos conseillers municipaux n'aideraient-ils pas l'Association Sanitaire Auxiliaire à poursuivre sa mission ? Voici le moment de commencer ses travaux, de faire de nouveaux fonctionner ses pompes d'irrigation, de nettoyer le curage, le creusement des canaux de déversement, ; quelques milliers de piastres lui suffiraient pour nous sauver, une fois de plus, probablement, des désastres dont on nous menace. Qu'on lui tende la main dans notre intérêt et dans celui du Conseil.

Le percement de l'Isthme de Panama et les évènements récents provoqués par le Président Barrios, attirent les regards vers l'Amérique Centrale, qui se compose, comme on le sait, de cinq républiques — le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le San Salvador.

Nous publions ci-après un tableau des importations et des exportations, république par république :

	Importations.	Exportations.
Costa Rica	$ 3,000,000	$ 4,200,000
Guatemala	2,950,000	4,178,000
Honduras	750,000	650,000
Nicaragua	1,100,000	1,800,000
Salvador	2,300,000	3,500,000
Total	$10,000,000	$14,328,000

Les chiffres suivants donneront une idée assez juste de l'accroissement du trafic de l'Amérique Centrale avec l'Angleterre, la France et les Etats-Unis :

L'Angleterre avait importé $6,507,000, dans les années 1880-81 ; en 1883 et 1884, elle a importé $7,513,000. Il y a donc eu accroissement de $1,026,000 dans cette période.

Les chiffres pour la France sont : Importations en 1880 et 1881, 681,000 ; en 1883 et 1884, $860,000. Accroissement de $176,000.

Pas-sons aux Etats-Unis. En 1881 et 82, $3,160,000 ; en 1883 et 84, $6,160,000—soit, un accroissement de 3,001,000.

Il en résulte que, pendant quatre ans, l'Amérique Centrale a augmenté ses exportations en Angleterre, en France et aux Etats-Unis de $4,203,000.

Quel a été le mouvement en fait d'exportation dans la grande région ? Nous trouvons les chiffres suivants :

Pour l'Angleterre, en 1880 et 1881, $3,310,000 ; en 1883 et 1884, $3,747,000 ; augmentation, 197,000.

Pour la France, en 1880 et 81, 761,040 ; en 1883 et 84, 396,000—soit, une diminution de 365,000.

Pour les Etats-Unis, en 1880-81, $1,625,000 ; en 1883-84, $3,178,000—soit, une augmentation de $1,553,000.

Le *Democrat*, Donaldsonville, paroisse Ascension, Louisiane, du 4 avril :

Nous nous sommes rendus, mercredi, sur l'habitation Dugas, appartenant à MM. B. Lemann et frères. L'économe nous a fait parcourir ses champs tout couverts de venture. Il n'y a pas beaucoup de planteurs qui puissent en ce moment offrir un tel spectacle. M. Greenwood cultive 450 acres de cannes, dont 300 de plant. Tout marche bien sur la propriété, le travail y est abondant, mais les mulets y font défaut, il en faudrait de 10 à 15 pour réussir et obtenir une excellente récolte.

—Une maladie qui ressemble à la morve fait des ravages parmi les mulets de l'habitation Hermitage. Les vétérinaires n'y peuvent rien. Neuf mulets sont morts et 18 sont malades.

—Les frères Kelly font beaucoup d'améliorations sur leur habitation. Ils drainent, creusent des fossés, exhaussent les terrains bas avec de la terre et du sable rapportés.

M. le général Victor Maignan, ancien président de la Chambre de commerce française de la Nouvelle-Orléans, et l'un de ses fondateurs, adresse, à l'un de ses amis de notre ville, la correspondance suivante, qui a paru dans le journal *La Gironde*, de Bordeaux, du 24 mars :

Nos lecteurs verront que la question des Chambres de commerce françaises à l'étranger est à l'ordre du jour en France, comme tout ce qui touche au développement des relations de la République Française au dehors.

La Chambre de commerce de Bordeaux a témoigné d'une énergie toute particulière en demandant une subvention pour la Chambre de Montevideo et en lui accordant un subside pour le règlement d'une difficulté où le commerce des vins était intéressé.

Un des principaux négociants de notre ville nous adresse la lettre suivante :

Bordeaux, 21 mars 1885.

Monsieur le Rédacteur,

Au sujet des Chambres de commerce françaises établies à l'étranger, et à l'occasion de la dépêche reçue ces jours-ci de Montevideo, vous avez pu lire, dans le *Moniteur*, que la Chambre de commerce française de Montevideo vous vous Stée demandé dans votre Bulletin d'hier, si après avoir encouragé leur organisation il était équitable de refuser à ces Chambres tout appui financier et de les laisser ainsi à l'impuissance et même à une mort à peu près certaine !

Les Chambres de commerce françaises à l'étranger n'ont pas pour subvenir à leurs frais, comme les Chambres de France les ressources fournies par l'impôt et par divers privilèges. Il ne serait pas juste de leur faire supporter des contributions de dépenses, alors surtout que leur personne peut organiser la défense des intérêts commerciaux qui leur sont communs avec la Métropole, paraissent encore très-divisés de leur besogne. La Chambre de commerce de Bordeaux s'est déjà préoccupée de leur situation en sollicitant de l'Etat le subside qu'il vient de refuser aux Chambres françaises de commerce de Montevideo et Valparaiso. Celle-ci, en effet, avant cette époque, avait pu, à la suite, sans doute, et de plus de propriété, généreusement à sa charge des dépenses qui ne lui incombaient pas. Il s'agissait de l'analyse et de l'antiphylloxérique des vins français importés à la Plata par notre commerce, et qui étaient menacés de saisie à la suite de nouveaux règlements sanitaires. La Chambre de Bordeaux n'a pas hésité à lui donner satisfaction, mais elle ne peut qu'exceptionnellement un pareil sacrifice.

Grâce à leurs rapports avec nos consuls, les Chambres de commerce françaises à l'étranger doivent devenir la source de renseignements utiles même à l'Etat et ce serait méconnaître un intérêt général puissamment social par ces Chambres que de les leur point venir en aide.

P.-A. L.

Membre de la Chambre de commerce de Bordeaux.

Loterie de l'Etat de la Louisiane.—M. J. M. Seligman 61 rue Baronne, était porteur d'un quart du billet de combinaison numéro 14-34-59 classe 83 de la Loterie de la Louisiane. Ce billet ayant gagné mercredi 8 avril, la lot de trois mille quatre cents piastres, le quart de ces bénéfices a été immédiatement payé à M. Seligman. La mise de celui-ci n'avait pas dépassé 25 cts. Un bel intérêt, n'est-ce pas !

Interpolé le 24 mars, au Sénat sur la politique coloniale de l'Italie, M. Mancini, ministre des affaires étrangères, a donné les explications suivantes :

L'initiative que l'Italie a prise sur le littoral de la mer Rouge—a dit le ministre—ne constitue pas un changement à son programme politique. Il est conforme aux grandes traditions et à la position géographique de l'Italie. L'Italie ne doit pas viser à des conquêtes territoriales, mais à l'extension de son influence politique et commerciale et de son action civilisatrice.

L'alliance de l'Italie avec les puissances centrales a dit ensuite M. Mancini, et l'alliance—on le sait—a pour second—avec l'Angleterre—en ce qui concerne les intérêts maritimes sont depuis mons, soit toujours et le programme précédent sur le cabinet. Nous avons réalisé ce programme. La communauté d'une action spéciale avec l'Angleterre ne contredit pas notre alliance avec l'Allemagne et l'Autriche. Elle la complète au contraire et constitue la meilleure garantie pour la paix européenne.

L'orateur a ajouté que, s'il n'a pas accepté, en 1882, les propositions d'intervenir sans conditions en Egypte, c'est parce qu'il avait résolu de ne prendre aucun engagement pouvant léser les parties conclus avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Le cabinet italien a atteint ce but.

Le *Chief*, Donaldsonville, paroisse Ascension, Louisiane, du 4 avril :

L'habitation Pellico, autrefois la propriété de M. Edmond Bujol, a été vendue à l'encan et achetée $17,000 par M. J. Emile St Martin.

—Les fermiers de New River sont en retard dans leurs travaux, à cause de mauvais temps qui les a retenus chez eux.

—Décédés, sur la propriété Arlington, Modeste St Martin et Louis St Martin, enfants de L. Michel St Martin et de Coralie Bucoie. Un troisième enfant vient de la fièvre. On annonce qu'il y a un mieux sensible.

Voilà une famille cruellement éprouvée. Nous prenons une vive part à sa douleur.

Le rapport annuel de Wells, Fargo et Cie, sur la production des métaux précieux, dans les Etats et Territoires situés à l'Ouest de la rivière Missouri, y compris la Colombie anglaise, et ce qui a été reçu de la côte occidentale du Mexique dans l'année 1884, donne les chiffres suivants

Or, $26,256,542 ; argent, $45,799,069 ; cuivre, $6,086,252 ; plomb, $6,834,091. Total, $84,975,954.

En Californie, il y a une diminution, en or, de $944,703, et une augmentation, en argent, de $513,587.

Dans le Nevada, la mine Comstock a une augmentation de $1,668,524 ; dans le district d'Eureka, il y a une diminution de $123,152—ce qui donne pour le Nevada, une augmentation générale de $117,318. Dans le Montana, il y a une augmentation considérable. Le Colorado et l'Arizona, au contraire, accusent une diminution sur la production, de 1885.

La République Française :

La France vit sous le régime républicain depuis bientôt quinze ans, mais ce n'est que depuis le 14 octobre, et même un an après, que la République a passé aux mains des républicains pour n'en plus sortir. Car, dès que la nation eut recouvré la pleine possession d'elle-même et la liberté de ses votes, elle avait manifesté son intention de garder la direction de ses affaires et de ses destinées et de ne plus la remettre à une dynastie. Toutes les élections depuis cette époque n'ont fait qu'accroître la majorité républicaine dans les deux Chambres. Le gouvernement républicain a été exercé par des ministères responsables qui ont dû agir par cela seul qu'ils étaient au pouvoir. Les actes d'un gouvernement, quel qu'il soit, donnent toujours prise à la critique. Une opposition parfois très-vive s'est déclarée ; elle a grandi en force et en vivacité. Le parti républicain, sans rien perdre dans le pays, s'est divisé. Ces divisions, accusées parfois avec trop d'ardeur, ont donné à croire que, si le pays était consulté, comme il le trouverait plus devant lui la même unanimité, il pourrait se détacher de la République, revenir sur ses résolutions antérieures, se reprendre, se désavouer et rendre à la restauration d'une monarchie quelconque les chances qu'elle semblait avoir perdues définitivement. C'est ce se sous que l'on a considéré, dans les anciens partis, les élections générales de 1885 comme un rendez-vous solennel, comme des assises mémorables où l'on pourrait poser de nouveau à la France la question même de ses destinées politiques et lui demander comment elle veut vivre.

Telle a été la pensée intime des partis hostiles à la République en rétablissant le scrutin de liste. Ces partis attendent que la France se déjuge. En tout cas, ils s'apprêtent à lui demander de le faire. Ils ne le lui demanderont peut-être pas ouvertement, parce qu'ils doutent—et ils ont bien raison—de la réponse favorable du pays ; mais ils vont certainement livrer assaut à nos institutions, parce qu'ils les croient discréditées et moins populaires. C'est pour cela que l'union des républicains redevient aussi nécessaire qu'au temps de nos anciennes luttes. De cette union le scrutin de liste est l'instrument par excellence. Nous possédons cet instrument ; nous avons la confiance que nous saurons nous en bien servir.

Le compte-rendu de la séance du 23 mars de l'Académie des sciences, de Paris, nous apprend que M. Carpentier a réalisé une amélioration considérable dans la construction de la pile au bichromate de potasse. La circulation du liquide agissant sur le zinc est rendue automatique et la puissance de l'instrument se trouve ainsi très notablement augmentée. Le liquide pénètre par des trous pratiqués dans l'épaisseur du cylindre de charbon jusqu'au zinc ; l'altération subie par le liquide élève sa densité et en vertu de cette densité il s'écoule aussitôt pour faire place à un courant de liquide nouveau. Les courants obtenus sont beaucoup plus constants ; un élément fournit une force de 1 ampere 1/2 ; un ensemble de 4 éléments donne de 4 5 amperes.

L'emploi des moteurs électriques pour les embarcations légères de la flotte présente des avantages indiscutables par suite de l'absence de bruit et de fumée et la facilité de mettre en mouvement une embarcation de ce genre.

On a fait, à Cronstadt, dit le *Messager officiel du gouvernement russe*, de très intéressantes expériences sur une chaloupe dont le moteur électrique était alimenté par des accumulateurs construits d'après le système de M. le lieutenant de vaisseau Tveritinov.

Le moteur de cette chaloupe était muni de 200 accumulateurs. La chaloupe manœuvrait avec une facilité surprenante. Sa vitesse à l'épreuve variait entre 5 et 6.05 nœuds. Sa chaloupe pouvait fournir une course de 15 à 20 heures et que traversée de 75 à 100 milles.

Le *Norcid Fremin*, journal russe, s'exprime, à la date du 21 mars, de la manière suivante :

Autant l'Angleterre tient à affermir sa domination dans l'Inde, autant nous, destinés qu'au cune agitation ne se propage du dehors dans le domaine asiatique. La délimitation de la sphère d'influence des deux Etats pouvant être l'objet d'une entente diplomatique non formelle, mais tacite, et nous pouvons fort bien parvenir dans des conférences éloignées n'était pas définitivement arrangement sans traité formel conclu tant notre frontière peut aussi être avantageuse actuellement, mais il serait étrange de vouloir lier les mains à la Russie en lui imposant un traité relativement à la politique à suivre par l'Angleterre à pas de frontière fixe, par un traité qui est sa frontière entre l'Indo et Quetta ? On peut, en effet, reculer la frontière par un traité, lorsque le domaine immédiat des Anglais touchera à celui des Russes, on ne peut.

Dans son dernier feuilleton scientifique, à propos des machines à composer, le *Journal des Débats* a signalé la machine qu'employait le *Times* de Londres. Il paraît, d'après des renseignements qui lui sont transmis, qu'on en mettant il y aurait au *Times* jusqu'à 22 machines en service. Le travail des machines du *Times* ne présenterait aucune économie d'argent ; au contraire, elles seraient un peu plus coûteuses que le travail à la main ; mais elles permettraient de réaliser une grande économie de temps. C'est grâce à ces machines que le *Times* pourrait publier de grand matin les discussions du Parlement *in extenso*, bien que souvent les séances ne finissent qu'à deux heures de la nuit.

Le *Journal du Havre*, du 24 mars :

Bientôt, il faut l'espérer, l'administration des postes et télégraphes installera, au Havre, comme ailleurs, des appareils téléphoniques d'une grande puissance. M. Cochery n'a plus à chercher : il a trouvé.

Samedi, comme on l'a vu plus haut, il faisait entendre, à l'Observatoire, au Président de la République, la *Marseillaise* jouée, au loin, par la musique d'un régiment.—La veille, au ministère, il avait offert, à ses invités une non moins grande surprise.

La musique des postes et des télégraphes est, on le sait, reliée à l'Opéra par une ligne télégraphique, ce qui permettait déjà, aux invités du ministre, d'entendre, au moyen d'appareils spéciaux, le chant et l'orchestre de l'ouvrage que l'on représentait. Grâce à une récente découverte de M. Okolowitch, on n'a plus besoin de s'appliquer sur les oreilles les incommodes cornets dont on faisait usage jusqu'à ce jour, et la reproduction des chants et de la musique instrumentale est assez forte pour se répandre dans toute la salle où est placé l'appareil. Aussi les soixante personnes convivées, assis-là, à cette intéressante expérience, ont-elles pu assister tranquillement, de leurs fauteuils, à la représentation de *Rigoletto*.

Cette découverte n'est encore qu'à ses débuts, car ce n'est pas tout, et l'on nous fait espérer plus encore ! Le ministre des postes et des télégraphes a la conviction que l'on pourra prochainement arriver à reproduire sur un tableau les jeux de scène. L'électricité nous a habitués à tant de merveilles, que l'on ne doit pas désespérer d'atteindre, dans cette voie, à un résultat aussi extraordinaire.

Les gisements de nitre du Nevada sont bien plus favorablement situés, au point de vue de l'exploitation, que ceux de l'Amérique du Sud, qui sont placés au fond d'un désert entièrement privé d'eau et où il y a d'énormes difficultés à surmonter pour en extraire le nitre. Il faut faire venir de très loin les provisions. On est obligé de se procurer de l'eau de l'océan que l'on condense, pour la transporter ensuite, à grands frais, dans les champs où se trouve ce minerai. Quant au combustible, on le fait venir du Chili. Tout cela coûte très cher. Dans le Nevada, au contraire, les gisements touchent à une région fertile et couverte de riches fermes. On s'y procure le bois et l'eau sans la moindre difficulté. La *Nevada Nitre Co.* peut fournir 10,000 tonnes par an à un prix qui donne un bénéfice de $20 par tonne. Les machines sont déjà installées, et les travaux doivent commencer incessamment.

Il s'est formé, au Nord, une association dite "association protectrice des voyageurs," laquelle peut rendre de très grands services. Elle a pour but—1o, de favoriser le développement du libre échange entre les différents Etats de l'Union ; 2o, d'assurer aux marchands une réduction des frais de voyage sur les chemins de fer et les bateaux à vapeur ; 3o, d'obtenir une réduction du fret et des bagages ; 4o, d'assurer aux voyageurs dans les hôtels un confort en rapport avec le prix qu'ils paient. La société est très développée dans la Pennsylvanie.

La *Revue*, Marksville, paroisse Avoyelles, Louisiane, du 4 avril :

Nous avons eu, jeudi soir, une pluie qui a dû faire beaucoup de bien à nos jardins.

Le contrat pour rebâtir le pont de la Coulée des Grues a été adjugé, samedi, à M. Geo Neck, junior, de Cocoville, moyennant $760.

Nos fermiers sont très occupés, en ce moment, à préparer leurs terres à recevoir le coton. Certains d'entr'eux n'ont pas encore fini de semer leur mais. Cette culture sera plus développée, cette année, que l'an dernier.

Le moment approche—dit la *République Française*—où les hommes politiques d'une part et les hommes de science, de l'autre, auront à examiner s'il est bon que leurs efforts, que leurs recherches, pour obtenir une amélioration du sort des travailleurs, demeurent absolument indépendantes les unes des autres. Une école économique qui semble gagner du terrain et compte déjà quelques adeptes dans le Parlement tend à déterminer un mouvement social dont l'effet serait de mettre à la disposition de la classe ouvrière l'usage des forces naturelles dont le monopole est actuellement réservé aux possesseurs du grand outillage industriel. Cette sorte de décentralisation industrielle en opposition directe avec l'idéal collectiviste, doit cesser, à l'heure actuelle, de passer pour une rêverie scientifique. Quand on voit que par l'électricité, le gaz, la vapeur, l'air ou l'eau comprimée, etc., on peut diminuer au loin la force, la voix, la lumière, l'heure, on se demande si les effets sociaux de ces phénomènes matériels ne suivront pas de près la mise à la portée de tous de ces éléments de bien-être. La revanche du travail individuel, du travail en famille, du travail à domicile, sur le travail collectif de l'atelier, avec toutes ses conséquences politiques et sociales, ne serait-elle pas une des plus belles victoires que pût remporter notre démocratie ? Aussi, lorsque l'on assiste à des faits démonstratifs comme ceux dont nous rend témoins l'exposition d'électricité, et lorsqu'on se trouve en face de théories qui créent une solidarité entre un progrès social immense et rapide et une méthode générale d'application de quelques faits de ce genre, on se dit que la question vaut bien la peine d'être examinée. L'école politique qui recueille comme des documents précieux tous les faits scientifiques susceptibles d'application utile aux intérêts des travailleurs fait en tout cas une besogne louable. L'exposition actuelle et surtout la grande Exposition de 1889 apporteront évidemment à son étude des éléments extrêmement précieux. D'ici là, l'Etat républicain aboutira, en étudiant ce que la science a fait et ce qu'elle peut faire d'immédiatement pratique pour modifier et améliorer les conditions de travail de l'ouvrier.

M. le colonel d'artillerie de marine Sébert vient, après de longues et patientes recherches, de créer un type de torpilles et de torpilleurs, qui doit compléter, d'une façon formidable, l'armement des flottes françaises.

Les torpilles Sébert, dont la puissance est extrême, sont d'une dimension relativement très petite. Elles sont extrêmement légères et, par conséquent, très maniables, même par un seul homme. Pourvues aux deux extrémités d'une enveloppe métallique à secret, elles peuvent être manœuvrées, transportées et emmagasinées sans offrir plus de danger qu'une balle de coton.

Un seul de ces engins suffirait à faire sauter le plus gros cuirassé de n'importe quelle grandeur, avec la même facilité qu'une jonque.

Une loi de 1871, due à l'initiative du Vte de Rio Branco, fils d'une esclave, fit sortir le Brésil d'une situation critique, en établissant que tout fils d'esclave naîtrait libre. La loi de "vente libre" abolit progressivement l'esclavage et donna au pays le temps de préparer la substitution du travail libre au travail servile. La crise politique fut amoindrie, mais la crise agricole ne fut et n'est encore que retardée. L'esclave libéré ne retourne jamais à la "Fazenda." Pour favoriser la transformation, le gouvernement a accepté la proposition d'un syndicat anglais pour la construction des chemins centraux. Les usines sont rapprochées par régions dans les centres populeux et les ouvriers de la canne à sucre. Elles ont été creuses dans un double but : le préparer, en groupant autour d'elles, les petits planteurs, la formation de la petite propriété, dans la grande Fazenda disparaît avec l'abolition ; 2o soutenir la concurrence avec la République Argentine, dont la production sucrière augmente rapidement. La garantie trentenaire d'un intérêt de 7 pour cent que l'Etat a accordé à ces usines sera-t-elle plus courte ou plus longue que la période de repos dans laquelle se complaisent les esclaves libérés ?

Ce laps de temps suffira-t-il à leur créer des besoins, à les ramener à la pénible culture de la canne à sucre et du café ?

L'industrie, en attendant dans les villes toutes bras inoccupés, ne viendra-t-elle pas retarder le retour aux travaux des champs ? Déjà dans la province de Bahia il existe quelques fabriques de toile grossière de coton.

La fabrication du papier est une des industries les plus florissantes de la Nouvelle-Angleterre. De tous les côtés, on y rencontre de vastes manufactures de ce produit. Souvent même on en trouve plusieurs réunies et formant presqu'une ville. Exemple, la ville d'Holyoke, dans le Massachussetts ; elle a acquis une grande renommée et mérite le titre de *The Paper City*—la ville du papier. On y voit une longue série de fabriques où l'on fait le plus beau papier du monde, peut-être ; en tout cas, on d'en produit de plus fin nulle part. La plus célèbre de toutes est celle de Massasoit qui travaille sur un capital de $300,000 ; elle date de 1872, et elle se compose d'une vaste construction en briques de quatre étages.

Aux étages supérieurs est l'étendoir, où sont étalés, les uns sur les autres, les papiers pour sécher. Plus bas, sont les magasins, puis la salle des machines,—il y en a neuf—et l'atelier de finissage avec 90 sortes cylindres. Au rez-de-chaussée se trouve l'atelier des réparations. Enfin dans le sous-sol sont les égouttoirs. Le département du finissage emploie 70 ouvriers. La fabrique a aussi deux ailes derrière la bâtisse principale. C'est là qu'on a placé les chaudières, rotatoires, les réservoirs, les filtres, et autres appareils. Une autre aile contient des machines, enfin autres celles dites Fourdrinier de 75 pouces. Les ateliers aux machines emploient 20 ouvriers ; la fabrique en occupe, en tout, 160.

Les produits de la manufacture Massasoit sont très célèbres et très recherchés. Ce sont des papiers de première qualité, leurs marques sont : "Massasoit," "Huntington," "Treasury," "Crown," "Leghorn," "Lyons Parchment."

Les forêts pétrifiées près de Holbrook, Arizona, ont été achetées par une compagnie qui a déjà commencé à fabriquer des pétrifications en tablettes, en tuiles, en articles pouvant servir d'ornements dans les maisons. On en fait d'admirables manteaux de cheminées et des revêtements qui font une forte concurrence à l'Onyx de Californie. La matière est plus susceptible d'être travaillée en feuilles que l'onyx ; le poli en est plus sûr, elle est aussi plus solide, plus durable. Cette nouvelle industrie prend un grand essor ; aussi de nouvelles compagnies cherchent-elles à s'emparer des forêts pétrifiées pour les exploiter.

Les Etats-Unis tiennent maintenant le troisième rang parmi les contrées qui fabriquent la soie, en dépit de tous les efforts que l'on a faits pour empêcher la production de la matière première dans le pays. La valeur de nos produits s'élève à $35,000,000 ; on en mettant il y a été récolté, en 1883, 60,000 livres de cocons.

A propos de l'auteur de *Germinal*, un mot inédit de Barbey d'Aurevilly :

" Ce Zola, il est un peu comme Hercule : il entre dans les écuries d'Augias, mais pour les remplir."

Dans un théâtre de musique.

Un baryton déplorable est en scène.

Premier fauteuil d'orchestre.—Peut-on chanter faux comme cela sans s'en apercevoir !

Second fauteuil d'orchestre.—Sa voix est si sourde !

On sait que M. Pulitzer, le propriétaire du *World* de New York, n'épargne ni argent, ni temps, ni peine pour arriver à achever le piédestal de l'immense Statue de la Liberté, œuvre de Bartholdi, et offerte aux Etat-Unis. La souscription a été bien maigre jusqu'ici et l'on n'a encore construit le piédestal qu'à moitié. Un comité a été, depuis longtemps, nommé pour recueillir les fonds nécessaires, mais il a été obligé de renoncer à la tâche. Il ne faut pourtant pas croire que la somme demandée soit bien forte—quelques milliers de dollars, et il y a à New York de nombreux capitalistes qui pourraient, sans se gêner, fournir l'argent. Il se manifeste chez eux une étrange aversion pour l'érection du monument ; ils ne veulent rien faire pour la réussite du projet.

Le chef-d'œuvre de Bartholdi doit arriver dans quelques semaines. On ne peut la laisser indéfiniment dans un coin de l'île Bedloe, il est absolument nécessaire de commencer à l'ériger le plutôt possible après le déchargement.

Il est possible qu'elle ne plaise pas à certains amateurs. Il n'en est pas moins vrai que les Etats-Unis sont redevables à la France et au sculpteur de cette superbe offrande. Il faut donc lui faire un accueil convenable. Le *World*, en cette circonstance, a tenu une conduite véritablement patriotique et l'on ne saurait assez l'en louer. En moins de dix jours, M. Pulitzer a recueilli plus de $2,000, somme à laquelle il a ajouté de sa poche $1,000. Il est étonnant que les journaux de New-York ne lui soient pas venus en aide, et aient gardé le silence, à l'exception du *Graphic* et du *Commercial Advertiser*—qui, en ont dit quelques mots assez bien sentis. Si la presse de New-York voulait s'en donner la peine, la somme serait bien vite levée.

Un personnage, très influent et très obligeant, vient de recevoir la lettre suivante :

" Merci du nouveau service que vous venez de me rendre, et croyez à l'éternelle..... obscénité.

" De votre bien dévoué,

" X....."

La dernière du baron Rapineau.

Il voit des quêteuses se diriger vers son logis ; vite il se penche sur la rampe et crie à ses gens :

—François..... Martin..... Victoire..... ne laissez monter personne, à cause de cette épouvantable petite vérole noire qui sévit chez nous.

Et les quêteuses décampent.

Un monsieur, très élégant, vient d'acheter un parapluie dernier genre, tout à fait un "parapluie de luxe," a dit le marchand.

En sortant de la boutique, il l'ouvre. Une baleine casse et la soie se déchire.

Le monsieur, furieux, rentre et fait de vifs reproches à l'industriel :

—Pardon, monsieur, répond froidement le marchand. Vous m'avez demandé un parapluie "pochut." Les parapluies "pochut" ne s'ouvrent jamais !

Pendant le dîner, un grincheux n'a pas cessé de contredire et de critiquer. Son voisin de table s'adressant à lui, au dessert :

—Pardon, monsieur, est-ce que vous êtes marié ?

—Non, monsieur.

—Ah ! tant mieux pour *elle* !

Devant l'Hôtel des Invalides :

—Moi, disait un invalide à l'un de ses confrères, j'ai eu tellement froid cet hiver que je ne suis ruiné en chaussettes de laine pour ma jambe de bois !

—Moi, c'est bien plus fort, répond le confrère, j'ai eu tellement froid que j'ai failli brûler ma jambe de droite pour me chauffer celle de gauche.

Quelqu'un demandait ces jours-ci au docteur X..... ce qu'il pense de l'absinthe :

—Rien de bon, répondit le médecin.

—Cependant..... cela ouvre l'appétit.

—Je ne dis pas non ; mais je vous assure de cet avis, qu'il ne faut jamais rien ouvrir..... avec des fausses clefs.

Un bohème à l'un de ses amis :

—Tu sais que tu me dois 15 francs !

—Moi ?

—Et tiens, voix, les voilà inscrits : "Cabassol, 15 francs."

—Eh ! ben, rien ne prouve que ce n'est pas toi, un peu avant que tu les dois.

—Qu'tes bête ! Si c'était moi qui les devrais..... il ne serait pas marqués !

On parle fétiches, mascottes, porte-bonheur.

L'un a une bague miraculeuse, l'autre un jetton cochon inéluctable.

—Moi, dit un troisième, mon parrain m'a laissé un talisman grâce auquel tout m'a réussi dans la vie.

—Et c'est ?

—300,000 livres de rente !

Décédée, hier à 2 heures et demie de l'après midi, à l'âge de 26 ans VICTORIA EBRUI, épouse de Eugene Williams. Les amis et connaissances des familles Ebrui et Prades sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui vendredi à 4 heures de l'après-midi. Le corps est exposé à l'encolgure Johnson et Onzaga.

De la part de sa cousine.

B. TREMOULET,

Rue Decatur, No 7, vis à vis la Poste

Vins de Bordeaux des meilleurs crus, ruque de maisons de premier ordre.

Sherries de Duff, Gordon & Co, de Pedro Domecq, etc.

Portos de Sandeman & Co, Offley, Cramp & Forrester.

Champagnes de toutes marques en rencon.

Vieux Whiskies Cognacs, Rhums, Genièvres, etc.

Vins de Catawba et de toutes sortes.

Vin de St-Vincent véritable, etc, etc, etc

AUX PLUS BAS PRIX.

Società Italiana di Mutua Beneficenza.

AVVISO.

Tutti i soci componenti la suddetta Società sono informati che DOMENICA 12 corrente alle ore 12